

Pour en finir  
avec  
l'urbanisme

Urbanisme : ensemble des arts et des techniques concourant à l'aménagement des villes, sens apparu en 1843. C'est la fonction qui va concourir à la prévoyance du désordre, du corps physique et du corps social.

Les clefs de l'urbanisme sont dans les quatre fonctions : habiter, travailler, se récréer (dans les heures libres), circuler. L'urbanisme exprime la manière d'être d'une époque. Il ne s'est attaqué jusqu'ici qu'à un seul problème, celui de la circulation. Il s'est contenté de percer des avenues ou de tracer des rues, constituant ainsi des îlots bâtis dont la destination est laissée aux initiatives privées. C'est là, une vue étroite et insuffisante de la mission qui lui est dévolue. L'urbanisme à quatre fonctions principales qui sont : premièrement d'assurer aux hommes des logements sains, c'est-à-dire des lieux où l'espace, l'air pur et le soleil soient largement assurés ; deuxièmement, d'organiser le lieu de travail, de façon qu'au lieu d'être un assujettissement pénible celui-ci reprenne son caractère de naturelle activité humaine ; troisièmement, de prévoir les installations nécessaires à la bonne utilisation des heures libres, les rendant bienfaisantes et fécondes ; quatrièmement d'établir la liaison entre ces diverses organisations par un réseau circulatoire assurant les échanges tout en respectant les prérogatives de chacune. Ces quatre fonctions qui sont les quatre clefs de l'urbanisme couvrent un domaine immense, l'urbanisme étant la conséquence d'une manière de penser, portée dans la vie publique par une technique de l'action.

Le corbusier,  
« Charte d'Athènes », 1933.

Nous, villes européennes, signataires de la présente charte, déclarons qu'au fil de l'histoire, nous avons connu des empires, des Etats et des régimes et leur avons survécu, que nous avons subsisté comme centres de la vie sociale, supports de nos économies et gardiens de la culture, des héritages et des traditions et qu'avec les familles et les communautés voisines, nous avons été les organisations de base de nos sociétés et de nos Etats, les centres de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de l'éducation et du pouvoir. (...) Nous sommes convaincus qu'une vie humaine durable ne peut exister sur cette terre sans collectivités locales durables. L'autorité locale est proche des problèmes environnementaux et proche des citoyens ; elle partage les responsabilités avec les autorités compétentes à tous les niveaux, pour le bien-être de l'homme et de la nature. Les villes ont donc un rôle essentiel à jouer pour faire évoluer les habitudes de vie, de production et de consommation, et les structures environnementales.

« Charte d'Aalborg » Charte des villes européennes pour durabilité,  
Danemark, le 27 mai 1994.

# Réflexions pour les luttes dans la ville

Il faut en finir avec l'idée que certaines questions sociales pourraient être réglées par l'aménagement de l'espace. Et il en est de même pour les questions dites « **écologiques** ». **L'urbanisme est une forme de totalisation dans un monde où les sciences séparent, partialisent...** La ville est conçue comme un « organisme » et l'urbanisme, comme pratique sociale, est l'expression d'une vision totale : « **L'urbanisme comme idéologie formule tous les problèmes de la société en question d'espace et transpose en termes spatiaux tout ce qui vient de l'histoire, de la conscience. (...) Médecin de l'espace, il aurait la capacité de concevoir un espace social harmonieux, normal et normalisant.** »<sup>1</sup>

De l'élargissement des avenues pour laisser passer l'air et les troupes du baron Hausmann à la ville durable de la charte d'Aalborg, en passant par le fonctionnalisme de la charte d'Athènes, la science de l'aménagement des villes n'a servi qu'à asservir l'humain à la production et la reproduction. En transformant les questions sociales en « problème », les politiques de l'aménagement cherchent à faire passer une logique par la force d'une rationalité scientiste. Cette rationalité a la force de « l'intelligence analytique » qui, ayant le « prestige de la synthèse », occulte les stratégies. « **Ainsi disparaissent les médiations entre l'ensemble idéologique donné pour rationnel (techniquement ou économiquement) et les mesures détaillées, objets** de tactiques et de prévision. »<sup>2</sup> Ainsi les dispositifs de participation ne sont pas juste une tarte à la crème, un mensonge, c'est une machine de guerre pour faire accepter les règles du jeu à une partie suffisamment importante de la population. Il est possible d'y lire au moins deux objectifs :

- mobilisation des habitant.e.s et renforcement d'un bloc réactionnaire. C'est par la prise en compte d'intérêts particuliers, compatibles avec les intérêts dominants et le *statu quo*, que se

---

1 Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville* (1968), p.41.

2 Idem, p. 87.

composent des coalitions locales propres à imposer un ordre spatial renforçant l'exploitation et les dominations. Ces attelages peuvent être fondés sur des tromperies entraînant une partie des habitant.e.s, des commerçant.e.s dans des projets dont il/elles sont exclu.e.s par la suite (par l'augmentation des loyers, l'installation de grandes enseignes, etc...)

- accaparement de l'espace public local empêchant une véritable émergence de ce qui nous attaque, de ce qui nous empêche de vivre, là où nous vivons, là où nous travaillons. Déjà, en séparant la question de l'habitat et du travail comme si l'un et l'autre ne se conditionnaient pas mutuellement. L'aménagement disperse et désarme les personnes en tentant d'empêcher tout ce qui peut participer à la constitution de forces sociales capables de porter une véritable transformation de l'existant.

Ce n'est pas un hasard si l'urbanisme a fait de l'aménagement des rues, des places et l'organisation des déplacements le cœur de son intervention. Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler l'espace public devient la cible d'une intense activité dont le but est la normalisation des comportements. **« L'objectif : transformer ce qui existe —l'enchevêtrement autonome d'événements que constitue la sociabilité urbaine— en ce qui devrait exister.** Il s'agit de matérialiser dans l'espace les idéaux officiels en ce qui concerne la ville, à savoir les valeurs abstraites de l'urbanité comme manière correcte d'occuper et d'employer la ville ; autrement dit, de passer de citoyen à civilisé. » C'est un dispositif de pouvoir qui, dans ce double mouvement de renforcement d'un centre et de dispersion d'une périphérie, travaille efficacement dans une perspective : transformer (ou maintenir) l'espace en machine à produire du profit. C'est un travail **réaliste** (puisque'il s'inscrit dans une réalité cruelle que nous ne pouvons que constater chaque jour), effectif puisque'il a des effets concrets, mais qui se pose dans le **« cadre d'une chimère : le rêve impossible d'une classe moyenne universelle et sûre d'elle-même, aspirant à vivre dans un monde fait de consensus négociés et d'échanges communicationnels purs entre des êtres éclairés, en accord et responsables, un monde sans convulsions ni incidents, dans lequel on pourrait faire comme si l'injustice et l'inégalité, devenues d'un coup invisibles n'existaient**

pas. »<sup>3</sup> Et bien sûr c'est le contraire qui se passe, les inégalités et les injustices s'accroissent. Dans l'époque actuelle où l'aménagement, à la ville comme à la campagne, sert à l'intensification de l'extraction de plus-value. De la multiplication des projets miniers aux dynamiques de métropolisation en passant par des grands projets d'équipement, l'analyse en profondeur de comment l'aménagement du territoire est mis au travail serait trop long pour cette simple introduction. Il suffit de jeter un coup d'œil du côté des grands projets d'infrastructure (feu Notre Dames des Landes, TAV dans la vallée italienne de Suse) mais aussi le « grand Paris » ou la multitude des événements internationaux des « capitales européennes » (de la science, du sport, de la culture) aux rencontres sportives telles que les jeux olympiques.

« C'est la dialectique travail/consommation qui caractérise les villes en même temps comme entreprises, marchés et usines globaux. Ainsi, l'espace urbain a cessé d'être un lieu public pour la discussion, l'autogouvernement, le jeu ou la fête, et sa reconstruction se conforme aux choix les plus spectaculaires et les plus en faveur du développement. La critique du développement est alors une critique de l'urbanisme ; la résistance à l'urbanisation est une défense par excellence du territoire. La défense du territoire, qui se situe, après la disparition de l'agriculture traditionnelle, au cœur de la question sociale, est un combat contre sa transformation en marchandise, c'est-à-dire contre la constitution d'un marché du territoire. Le territoire est maintenant un facteur de développement fondamental, source inépuisable de sol pour la construction, promesse de gigantesques infrastructures, lieu pour l'installation de centrales de production d'énergie ou de gestion des déchets, espace idéal pour le tourisme et l'industrie de l'oisiveté... C'est une mine sans fond d'impôts et de postes de travail précaires, ce qu'il faut pour mettre d'accord les autorités régionales, les forces vives municipales et les écologistes néoruraux, pour lesquels la question du territoire est surtout un problème fiscal et de bassin d'emploi. La logique de la marchandise fragmente et colonise le territoire à partir des conurbations, en composant avec le

---

3 Manuel Delgado, *L'espace public comme idéologie*, Les réveilleurs de la nuit (Toulouse: CMDE, 2016), 12. Les citations précédentes sont du mêmes auteurs et tirées du même ouvrage.

tout un seul système métropolitain. Les luttes contre le développement disposent donc dans la défense du territoire d'une digue contre la vague urbanisatrice du capital. Elles tentent de faire reculer les frontières urbaines. Elles sont des luttes pour la récupération du collectivisme agraire et pour la désurbanisation. Mais elles sont aussi des luttes qui cherchent la rencontre et la communication entre les personnes, des luttes pour le rétablissement de la vie publique. »<sup>4</sup>

### **Point de départ et lignes de fuites**

Si, dans les années 70, les luttes urbaines ont souvent mis au centre des revendications une meilleur prise en compte des habitant.e.s par les aménageurs, nous ne pouvons plus prendre les vessies gestionnaires pour des lanternes émancipatrices. Nous ne pouvons pas opposer, aux aménageurs, une logique de « bon projet » : concertés, consensuels, inclusifs, bio et équitables. C'est la logique même de l'aménagement, et donc de l'urbanisme qu'il faut combattre. L'aménagement des territoires concrétise, et rend possible, des rapports de pouvoir et d'exploitation, structure des emplois du temps, contraint des circulations, maintient à des places et contraint à des usages. Depuis les années 70 cette activité est massivement investie par les pouvoirs politiques et économiques pour faire notamment des villes des « **machines à croissance** »<sup>5</sup>. Les différents projets font système dans une logique de production de valeur où la question des représentations, des imaginaires, est importante. **« Pour vendre la ville, il est d'abord impératif de lui donner une image séduisante, et les élus municipaux misent parfois sur le développement des spectacles pour attirer les investissements dans d'autres domaines. »**(ref) Et, « bien souvent, les projets concentrés sur des sites précis monopolisent tellement l'attention qu'ils occultent les

---

4 Miguel Amoros « Nous les anti-industriels », Manifeste du 7 mars 2010, <https://sniadecki.wordpress.com/2012/03/31/amosos-anti-industriels/>

5 David Harvey, « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformation de la gouvernance urbaine », in *Villes contestées: pour une géographie critique de l'urbain*, éd. par Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (Paris: les Prairies ordinaires, 2014), 95-131.

problèmes plus prégnants auxquels peuvent être confrontés la région et le territoire dans leur ensemble. »(ref) De ce fait, tenter de proposer localement des « contre projets » c’est manquer la logique générale qui nous asservit, voire, au final, la renforcer en lui apportant notre contribution. Ce qui prétendait être la construction d’un contre monde, d’une « alternative » devient argument publicitaire : jardin partagé, éco quartier, fête des voisins, agriculture urbaine, recyclerie, etc. ou pire élément structurant d’une ville « apaisée », « ouverte » permettant « d’occuper » les espaces vacants le temps d’une transition. Comme par exemple à Genève où « tout un milieu associatif s’est formé pour boucher les trous [créés par la spéculation immobilière]. La Cigüe, coopérative de logement pour les personnes en formation accepte des contrats précaires sur des maisons vides. L’association Carrefour-Rue loge des ex-sans-abris dans des containers aménagés sur des terrains considérés comme vides et d’autres associations –artistes, entreprises solidaires ou caritatives, etc— remplissent ce rôle avec docilité et opportunisme. »<sup>6</sup>

Pour autant nous ne pouvons pas faire l’économie de la lutte dans la production de l’espace. Pour qui écrit ces lignes, il n’y a ni sujet révolutionnaire, ni recette pour la lutte, ce qui suit relève d’une tentative de poser quelques **éléments** qui pourraient servir à alimenter une pratique concrète de lutte dans les villes, dans les territoires. Il s’agit de s’ancrer dans une lutte proprement politique mais en prise avec le quotidien : l’ordre proche des rapports sociaux, qui s’oppose à un ordre lointain qui s’institue au niveau du pouvoir et des puissants et qui projettent ses principes et décisions sur la réalité pratico-sensible. C’est bien la question de *l’habiter* qui est en jeu, tout à la fois les endroits où nous pouvons nous abriter des vicissitudes du monde et l’ensemble des relations qui font notre vie, y compris le travail ou son absence. *L’habiter* n’est pas une catégorie poétique, elle est conditionnée par la question des possibilités matérielles de choisir où on vit, comment on vit et combien de temps. C’est parce que le logement est une marchandise que nous sommes absolument contraint.e.s de ne pas choisir là où nous vivons et comment nous vivons, que nous sommes contraint.e.s de toujours nous

---

6 <https://renverse.co/MaJ-Prenons-la-ville-Genève-2017-2018-textes-pour-un-mouvement-1444>



échiner dans des labeurs inutiles pour tenter de nous maintenir là où nous voulons vivre, comme nous voulons vivre. Le logement marchandise soumet absolument l'habiter. La spéculation qui contraint le logement en entretenant la vacance, en favorisant l'insalubrité, en produisant des habitats déconnectés d'un choix de ce qui importe, de ce qui compte pour des personnes... Tout cela fait de la question du logement un problème central dans la question des luttes urbaines.

Pour autant il ne s'agit que d'un point de départ qui ne peut pas rester embourbé dans la question du « droit au logement ». En restant centré.e sur le logement comme pure nécessité, le risque est de rester dans une conception étriquée de « l'habitat », excluant la multitude des éléments qui font une vie désirable à un endroit précis. Et au final d'être effectivement dans une demande de « droit » qui relèverait d'une puissance publique, étatique ou municipale, qui jouerait les arbitres. C'est, très concrètement, une *question sociale* qu'il faut pouvoir politiser pour éviter le piège d'une intervention purement réparatrice sur les difficultés de l'accès à des conditions basiques d'existence. Toute existence sociale a besoin de lieu pour exister. Toute activité sociale repose sur une organisation de l'espace. Partir de là, dans une approche matérialiste de l'habiter pour intervenir dans les luttes qui prennent corps dans l'espace, c'est tenter d'éviter les écueils d'une conception romantique des liens qui peuvent avoir lieu sur un territoire, comme d'une conception citoyenniste d'une bonne et juste administration. Dans les deux cas c'est l'évacuation des conflits inhérents aux rapports sociaux engendrés par le capitalisme, le racisme et le patriarcat qui contribuent au final à l'impasse.

La question n'est pas la production de logement social, ou de logements bon marchés, mais bien de tenter de critiquer en acte — par l'occupation, l'autoréduction, l'autodéfense, etc. — la logique marchande qui structure l'accès au foncier. La question du loyer et celle des expulsions, de la présence policière et de la division genrée et raciste de l'espace, ces questions doivent pouvoir alimenter nos critiques, nos discussions, nos alliances dans la dynamique de résistance que nous tentons de mettre en place. Nous pouvons tenter de faire des lutte contre des projets qui prétendent aménager nos vies, les lieux d'une pratique concrète de la solidarité entre toutes les personnes qui se trouvent acculées à ne pas

choisir là où elles vivent et comment elles vivent. L'alliance doit se faire avec les expulsé.e.s des logements et des campements, les laissé.e.s pour compte de la distribution spatiale plus qu'avec les cyclistes blancs **désireux d'une meilleure qualité de vie. Non pas que cette exigence ne soit pas respectable mais elle n'est profitable à un projet d'émancipation que si elle se pense en lien avec les damné.e.s** de la terre et contre les pouvoirs de tous bords.

« Des écoles, des égouts, de l'éclairage, des garderies, de l'asphaltage, des autobus, des hôpitaux, etc. semblaient pouvoir être le remède à tous les maux. Et quand ces problèmes quotidiens réels, n'étant pas résolus devenaient politiques, on subordonnait les critiques plus profondes à un changement de régime. Les dirigeants des associations de quartier n'étaient pas étrangers à cette mise en suspens. La question du logement se sépara de la question sociale et chercha des solutions dans le marchandage politique. Par conséquent, la lutte pour l'habitabilité (pour la *qualité de vie*) ne déboucha pas sur un projet de reconquête de la ville. Cette autolimitation fut fatale au mouvement, qui perdit l'occasion de jouer son rôle historique au moment où les assemblées de quartier étaient nombreuses, et il se convertit à partir de 1976 en simple appendice des conseils municipaux. »<sup>7</sup>

---

7 Miguel Amoros, « Urbanisme et ordre », in « où en sommes-nous et autres textes », Typemachine, Gent, 2008.

# Urbaniser pour dépolitiser

Jean-Pierre Garnier

« Tant que la misère est rangée quelque part, ça arrange beaucoup de monde.

Le problème, c'est qu'au bout d'un moment, ça déborde. »

Jean-Louis Borloo, ministre de la ville

La “politique de la ville” porte bien mal son nom. Du moins si l'on entend par politique un champ et des pratiques qui ont partie liée avec la division et le conflit. Non pas que l'une et l'autre soient absents des préoccupations qui sont à l'origine de la dite politique. Bien au contraire, puisque sa raison d'être majeure, aussi inavouée soit-elle dans sa présentation officielle, est précisément de chercher coûte que coûte à neutraliser le conflit et à nier la division. Pour ce faire, il suffira de qualifier d'“urbaine” la question posée. Et de circonscrire à “la ville” les réponses qui lui seront apportées.

Cette question est celle de la (ou des) “violence(s)” et de “l'insécurité” qu'elle(s) engendre(ent). Mais pas n'importe lesquelles. On ne parlera guère, sinon sur le mode allusif, des violences d'ordre économique, institutionnel ou symbolique infligées aux couches populaires dans une société de plus en plus inégalitaire, pas plus que l'insécurité qui en résulte pour elles au plan matériel (professionnel, résidentiel, sanitaire, alimentaire...), mais aussi psychologique et existentiel. Cette violence sociale s'aggrave, pour les générations issues de l'immigration, des vexations racistes en tout genre (discrimination à l'embauche ou dans l'accès au logement, “contrôles d'identité” à répétition, jugements iniques dans les tribunaux, etc.) suscitées par leur “faciès” ou leur nom.

Seules seront retenues par les garants de l'ordre supposé républicain, des violences que l'on aura eu vite fait de dénommer “urbaines”, sous prétexte que les phénomènes désignés sous ce label prennent le plus

souvent place en ville - comment en serait-il autrement dans un pays largement urbanisé ? - et, plus spécifiquement, dans les espaces publics urbains.

À défaut de résoudre un problème, on peut toujours “réguler” sa non solution. Tel est précisément le cas face à des actes et des comportements nés, d’une part, de la précarisation, la paupérisation et la marginalisation de masse engendrées par la “libéralisation” du capitalisme, et, d’autre part, de l’absence d’alternative politique - à ne pas confondre avec l’alternance politicienne - susceptible d’enrayer sinon d’inverser ces tendances. Plutôt que d’admettre le caractère social - au sens où un “problème de société” peut renvoyer à un modèle de société on eût pu envisager qu’il fasse lui-même problème - et mondial des déterminants à l’origine des faits classés dans la rubrique “violences urbaines”, et agir en conséquence, on opérera en prenant le “territoire” comme cadre de réflexion et d’action. Pour s’imposer, la “politique de la ville” élaborée dans ce cadre empruntera à deux registres idéologiques complémentaires : le spatialisme et le localisme.

Le spatialisme postule un rapport causal direct entre formes spatiales et pratiques sociales, ce qui permet de transmuier des problèmes propres à un certain type de société en problèmes dus à un certain type d’espace, comme si le “cadre de vie” produisait et, donc, expliquait en grande partie les manières (bonnes ou mauvaises) de vivre. Ainsi imputerait-on la dégradation de la situation dans les cités de HLM à partir du milieu des années 70 à la configuration du bâti : d’“aliénants” durant les Trente Glorieuses, les grands ensembles vont devenir “criminogènes”, lorsque surviendra la “crise”, suivie des “mutations” provoquées par la “modernisation” et la “globalisation” de l’économie, façon de ne pas appeler par son nom un capitalisme en pleine restructuration. Il en découle que les solutions seront, elles-aussi, spatiales, c’est-à-dire architecturales et urbanistiques : opérations “Habitat et vie sociale” sous Valéry Giscard d’Estaing, “Banlieues 89” sous François Mitterrand, “renouvellement urbain” avec Lionel Jospin et, maintenant, “rénovation du logement social” annoncée par le nouveau ministre de la ville, Jean-Louis Borloo. Mais les “réhabilitations” et autres “requalifications de l’espace habité” ont rapidement montré les limites de leur efficacité.

Les efforts accomplis pour le rendre plus accueillant n'ont pas rendu ses jeunes habitants plus conciliants. Malgré les milliards investis dans la "reconstruction des banlieues", la "pacification" des quartiers "difficiles" se fait toujours attendre. Et cela d'autant plus que les fauteurs de troubles parqués dans ces zones de relégation multiplient les incursions dans les beaux quartiers.

Aussi l'intervention sur le bâti prend-elle, depuis peu, un tour de plus en plus disciplinaire avec la mise en œuvre d'une architecture dite de "prévention situationnelle". Elle vise, selon ses promoteurs, à "aménagement des lieux pour prévenir le crime", c'est-à-dire à les "sécuriser" pour que les nouveaux barbares ne s'y sentent plus en terrain conquis. Le spatialisme atteindra son apogée - et le sommet du ridicule - avec la destruction systématique des tours et des barres, "terreau de l'insécurité, de l'incivisme et du repli sur soi", selon le diagnostic d'une ministre "socialiste" du logement. Autrement dit, les problèmes disparaîtraient avec la disparition des bâtiments. Face à la violence urbaine, une seule solution : la démolition !

Cette relation postulée de cause à effet entre espace et société évacue les rapports de domination qui, non seulement, structurent l'un comme l'autre, mais pèsent même sur les influences réciproques de l'un - ou l'une - sur l'autre. Le "pouvoir des lieux", que l'on ne saurait évidemment nier, n'a de sens, en effet, que rapporté au pouvoir que tel ou tel groupe, classe ou catégorie d'agents sociaux exerce sur une autre. En ce sens, le spatialisme évacue la politique, c'est-à-dire les contradictions, les antagonismes et les conflits entre dominants et dominés, pour la rabattre sur le politique, c'est-à-dire l'étatique : en l'occurrence, le contrôle de certains espaces jugés "pathogènes" par les pouvoirs publics.

Complément du spatialisme, le localisme, quant à lui, consiste à formuler, étudier et traiter les problèmes là où ils se manifestent, ce qui revient à confondre problèmes dans la ville et problèmes de la ville. Sous cet angle, la "politique de la ville" peut se définir comme une entreprise de maintenance locale des conflits, une tentative toujours recommencée pour gérer sur place les turbulences sociales, alors que la situation "sur le terrain" trouve son principe tout à fait "ailleurs".

Placé sous le signe de la “proximité”, ce traitement in situ “au plus près de la population”, selon la formule consacrée, ne s’en tient qu’aux facteurs et aux solutions qui sont “à portée de la main”. Or, ce primat accordé aux causes “locales” permet de maintenir le black out sur les causes délocalisées : structures, logiques, mécanismes, processus qui opèrent à l’échelle nationale et, de plus en plus, planétaire. Le “nouvel ordre mondial” du capital a, en effet, un corollaire : la nécessité pour les autorités d’instaurer un nouvel ordre local pour juguler “sur le terrain” les désordres sociaux engendrés par cet ordre lointain.

Outre la mise entre parenthèses de la dynamique globale et maintenant “globalisée” du mode de production capitaliste, le localisme conforte la vision concordataire, déjà véhiculée par le spatialisme, d’une “Cité” réconciliée sous le signe de l’“urbanité”. Les causes locales, en effet, sont aussi, si l’on prend ce terme dans sa seconde acception, des causes à défendre. Or, elles auraient pour vertu de rassembler - refrain : “la lutte contre l’insécurité urbaine est l’affaire de tous les citoyens” - au lieu de diviser. Bref, des causes “citoyennes”, c’est-à-dire “apolitiques”. D’où le consensus dont bénéficie la “politique de la ville”. Si ses modalités fournissent encore matière à débats, le plus souvent “techniques”, sa finalité fait l’unanimité : la police de la ville.

Sous prétexte de faire face à la “violence urbaine”, ce que l’on s’échine à mettre en place, sous couvert de “politique de la ville”, est un ensemble de dispositifs destinés à éliminer toute figure de la dissidence. Par le biais de la lutte menée contre l’insécurité urbaine, et, en particulier contre les “conduites à risques” des jeunes habitants des quartiers populaires, on cherche à imposer l’image d’un monde où tout antagonisme serait susceptible d’être désamorcé pour peu qu’il fasse l’objet d’un “traitement” approprié.

Face à des jeunes gens qui rechignent à intégrer le salariat précaire auquel la plupart d’entre eux sont voués, c’est-à-dire à subir à leur tour l’insécurité économique et sociale où se débattent déjà leurs parents, les élites de gauche essaient maintenant de dresser les seconds contre les premiers en érigeant la “sécurité”, dans sa version policière, en “deuxième priorité” de l’action gouvernementale. Si ce n’est en première, “péril

terroriste” aidant. Ainsi le “droit à la sécurité” sera-t-il mis en avant pour faire oublier le démantèlement continu des droits sociaux et, bientôt, de droits civils fondamentaux, si l’on en juge par le contenu liberticide de l’effarante loi sur la “sécurité quotidienne”. Il est vrai qu’il est plus facile de “lutter contre la violence urbaine” que de poursuivre le combat qui avait longtemps fondé l’identité de la gauche, en France et ailleurs : celui contre les inégalités.

“La ville” va se trouver ainsi instituée comme laboratoire d’une pratique du déni de la mésentente et du différend, dont le propre est d’activer un modèle général liquidateur de toute dimension politique des révoltes sociales. Et cela d’autant plus aisément, que faute de perspectives, c’est-à-dire d’espace politique où se déployer et de voie politique où s’engager, ces révoltes sont le plus souvent amenées à emprunter le chemin de la délinquance. Une criminalisation de fait qui ne peut que légitimer la criminalisation idéologique dont la rébellion et la résistance font a priori l’objet.

Cette “écologie de la peur” sert aussi à légitimer une conception pan-policrière de la “gouvernance urbaine” où la “démocratie locale”, invoquée pour obtenir la “participation” ou l’“implication citoyenne” des habitants, c’est-à-dire leur collaboration avec les forces de l’ordre fonctionnera comme alibi. Sans doute la politique dite “de la ville” n’a-t-elle jamais eu qu’une cible : certains habitants de certaines parties de la ville. Mais les médecines douces (caritativo-assistentielles, urbanistico-architecturales, ludico-culturelles...) utilisées pour guérir “le malaise des cités” ont été jusqu’ici inopérantes. Autant dire que le mot “cible” est désormais à prendre au pied de la lettre. Place, donc, à la thérapie de choc judiciaire et policrière. Et, peut-être militaire, demain, comme le laissent prévoir les vigipirateries d’aujourd’hui.

Émergeant du brouillard conceptuel diffusé à satiété par une cohorte de penseurs à gages parés des plumes de la scientificité, l’enjeu réel de la focalisation de l’attention sur les “violences urbaines” et de leur dramatisation médiatique commence à se dessiner. Aux prises avec une forme nouvelle de conflictualité sociale, les Princes qui nous gouvernent, toutes obédiences politiciennes confondues, s’évertuent, avec l’aide de

leurs conseillers-experts, à en empêcher toute saisie politique au profit d'une approche sécuritaire où la victime et le coupable (d'une agression, d'une déprédation, d'une incivilité, de l'insécurité en général) vont se substituer au sujet politique. À moins d'appeler "citoyen", ce citoyen apeuré et délateur enrôlé par des élus locaux bien intentionnés dans la "coproduction de sécurité", en partenariat avec le juge et le policier. Grâce à cet agent bénévole et zélé des finalités de l'État, la société civile pourra se convertir - terme à prendre également avec sa connotation religieuse - en une société véritablement civique où le pouvoir exécutif aura fait, en quelque sorte, le plein de ses exécutants pour traiter ce qui "déborde"...

## L'urbanisme sert à faire la guerre

Fabien Bon

De tous temps, « L'aménagement » de l'espace urbain a été une préoccupation majeure pour tous les pouvoirs. Le rôle de l'État étant d'assurer la *prospérité* et la *durabilité* du système marchand, il est aisément compréhensible qu'il ne peut pas se permettre de voir échapper à son contrôle les vastes entrepôts de marchandise humaine (et non-humaine) que sont les villes.

Il est vital pour l'État de *séparer* les individus *entre-eux*, afin que le seul échange possible entre individus soit un échange marchand. De ce point de vue, la concentration humaine que constitue la ville est un danger potentiel, les chances d'y voir éclore des rapports non-marchands étant proportionnelles au nombre d'habitants la composant.

L'urbanisme est *l'art* de transformer n'importe quel espace de vie commune en vaste scène de *spectacle* dédiée à la marchandise. Il s'agit bien, en effet, d'une véritable mise en scène visant à enfermer chaque individu s'y trouvant physiquement dans le système marchand. Autrement dit, de réduire chacun en consommateur frénétique.



Certains, tels les « casseurs de pub » et autres décroissants, pensent que quelques aménagements substantiels tels que le retrait des panneaux publicitaires, mettra fin à la propagande marchande de l'espace urbain. Ce faisant, ils oublient que l'espace urbain est *lui-même* dédié au spectacle marchand.

L'illustration la plus éclatante de la nature réelle de l'urbanisme se niche dans la « réhabilitation » de quartiers anciens. La « réhabilitation » n'est qu'une destruction méthodique de toute *possibilité* d'échanges non-marchands. Les habitants de la zone « réhabilitée » se trouvent dépossédés de l'espace public, celui-ci étant transformé en une scène aseptisée et sécurisée entièrement dévolue à des rapports marchands.

### **La modification est bien plus que du « vieux », remplacé par du « neuf ».**

Concrètement, cette dépossession prend la forme d'une destruction des espaces de vies, remplacés par des espaces fermés, des espaces inventés pour exclure, pour séparer les hommes. A quoi servent ces statues géantes et ces immenses façades ? Elles sont pensées pour signifier à chaque personne la toute-puissance écrasante du *système*, en renvoyant à chacun l'image d'un être microscopique, impuissant face au gigantisme du monde qui l'entoure. A quoi servent ces éléments « design », accoudoirs et autres bas reliefs ? Ils sont pensés pour exclure, pour interdire à un petit groupe de se former, pour empêcher un sans-abri de se coucher et même pour surveiller le moindre promeneur. Ainsi, plusieurs bancs confortables se verront remplacés par un banc plus « design », forcément inconfortable et si l'on veut être assis sans douleur, il faudra désormais consentir à un rapport marchand en s'installant à la terrasse d'un café. Bien entendu, la zone « réhabilitée » aura été embellie (trottoirs refaits, arbres plantés) : il faut bien emballer la marchandisation d'un papier-cadeau attrayant (voire « bio »), afin d'attirer le consommateur potentiel qu'est devenu le passant. Cette destruction méthodique de toute *possibilité* d'échanges non-marchands s'accompagne forcément de tout un dispositif de contrôle et de surveillance de la population. Ainsi, les accès et la visibilité seront étudiés pour prendre en compte d'éventuelles interventions des forces

de police et, le cas échéant, des caméras de vidéo-surveillance seront installées.

L'urbanisme affiche comme ambition de réunir les hommes. Effectivement, grâce à son intervention, les humains y sont réunis, mais comme rapportés dans l'espace des rapports marchands.

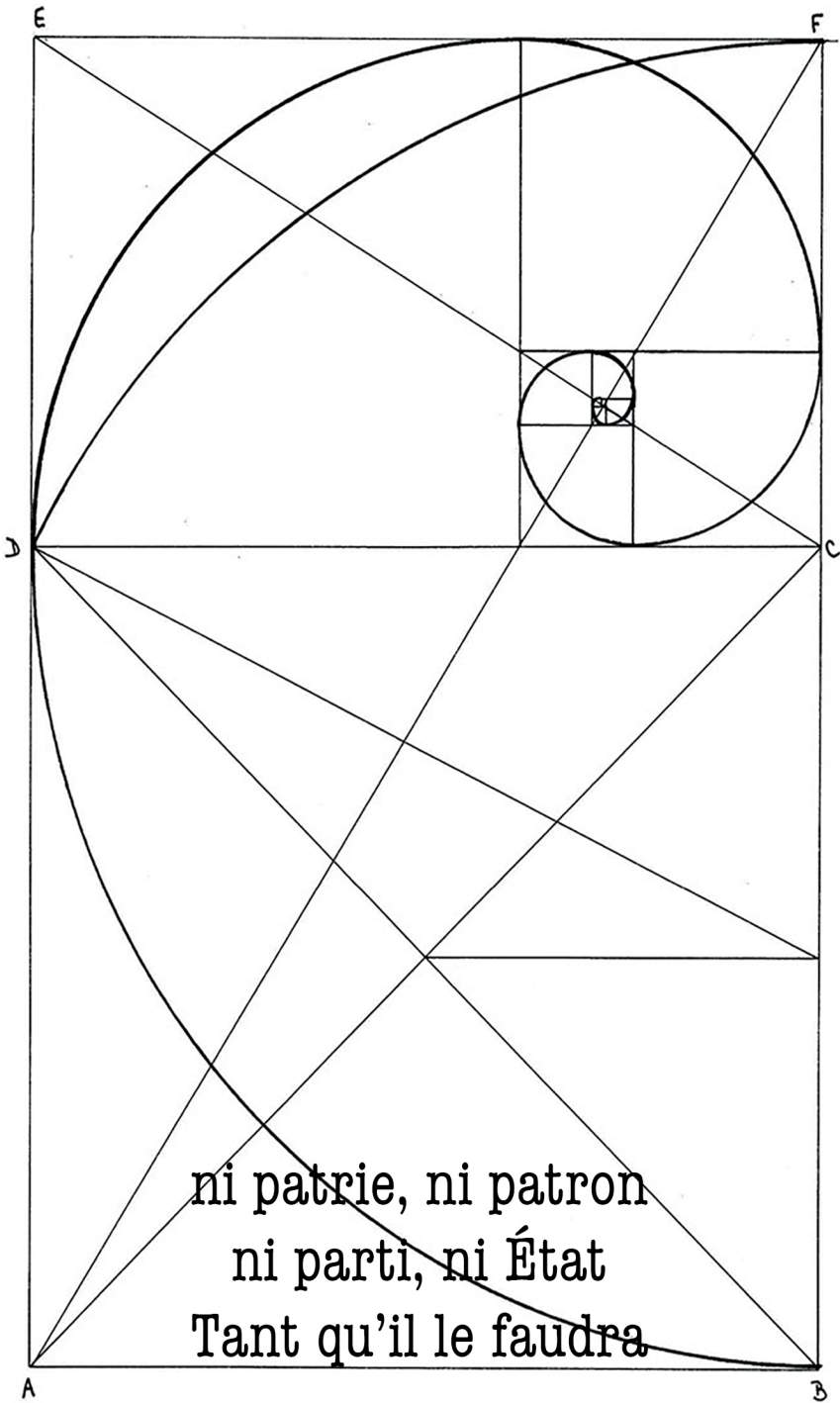
L'urbanisme fait la guerre aux relations qui s'affranchissent de l'emprise de la marchandise, il sert à faire la guerre contre l'être humain.

Comme le disait Le Corbusier, ce sera « l'architecture ou la révolution »\*.

article paru dans «*Et Alors ?*» n°6

\* Le Corbusier a dédié sa vie à fournir le capitalisme en ouvriers motivés. Il pensait que l'habitat était un paramètre essentiel de la motivation des ouvriers à travailler. D'ailleurs, il faisait une promotion active de l'exploitation que constitue le salariat : « travailler n'est pas une corvée, travailler c'est respirer ». Concernant l'habitat, cela ne devait surtout pas être un lieu de vie : « une maison est une machine à habiter ».





ni patrie, ni patron  
ni parti, ni État  
Tant qu'il le faudra

Spirale